

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.99.81

3 mars 1999

(99-0826)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information – Point d'information OTC-OMC des CE
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Réutilisation de déblai légèrement pollué comme couche de sol
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Règlement du Ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement portant dérogation à certaines prescriptions du Décret sur les matériaux de construction concernant la protection des sols et des eaux de surface, en relation avec l'utilisation de déblai légèrement pollué comme couche de sol (Règlement dérogatoire en relation avec le transfert et la réutilisation de déblai)
6.	<p>Teneur: Le règlement notifié vise à autoriser l'utilisation de sols légèrement pollués dans le cadre d'une politique de gestion active des sols en aménageant à cet effet une exemption de l'application de plusieurs prescriptions du Décret sur les matériaux de construction prévoyant que les couches de sol en question ne devraient pas être mélangées avec le terrain et qu'elles devraient être évacuées en temps voulu. Toutefois, cette mesure est assortie d'un certain nombre de prescriptions.</p> <p>Une nouvelle possibilité est ajoutée à l'obligation d'établir la qualité de la couche de sol en question de la façon indiquée dans le Décret sur les matériaux de construction.</p> <p>L'objet du règlement est de faire en sorte que l'application intégrale du Décret sur les matériaux de construction ne fasse pas obstacle à la pratique de la gestion active des sols.</p>
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Le cadre de règles relatives à la gestion des sols légèrement pollués et des sols fortement pollués est actuellement en cours de réexamen, par suite principalement de l'évolution qu'ont connue ces dernières années la politique en matière d'assainissement des sols et les méthodes de gestion des sols pollués. Un élément-clé de la nouvelle politique est la gestion active des sols: cette pratique, centrée sur une utilisation responsable et écologiquement viable des sols (maintien et, si possible, amélioration de la valeur d'application des sols), se prête principalement à la gestion des sols légèrement pollués.

./.

	<p>On constate qu'un nombre croissant de provinces et de communes adoptent une politique de gestion active des sols. Le cadre de règles proposé pour l'avenir est présenté dans une note d'orientation dont le titre correspond à: "Un autre regard sur les sols: pour un traitement responsable des sols pollués." L'une des principales modifications proposées dans la politique en matière de cycles pédologiques réside dans le fait que la réutilisation de sols (légèrement) pollués comme sols de fondation est autorisée sous certaines conditions dans le cadre de la gestion active des sols. Le règlement notifié fait référence à des points spécifiques du Décret sur les matériaux de construction. Les dispositions de celui-ci visant à garantir aux fabricants étrangers de matériaux de construction un traitement non moins favorable qu'à leurs homologues néerlandais doivent rester intégralement en vigueur. Le règlement dérogatoire notifié n'ajoute aucune exigence nouvelle pouvant se traduire par une discrimination directe ou indirecte envers des matériaux de construction provenant d'autres Membres.</p>
8.	<p>Documents pertinents: Décret sur les matériaux de construction relatif à la protection des sols et des eaux de surface (Bulletin des lois et décrets 1995, 567). (Projet de) Note d'orientation: Un autre regard sur les sols: pour un traitement responsable des sols pollués</p>
9.	<p>Date projetée pour l'adoption: 1^{er} juillet 1999 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 1^{er} juillet 1999</p>
10.	<p>Date limite pour la présentation des observations: 26 avril 1999</p>
11.	<p>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de téléfax d'un autre organisme:</p>